

# LE RAPATRIEMENT DE LA CONSTITUTION

Le correspondance

**Données de catalogage avant publication (Canada)**

Vedette principale au titre:

Le rapatriement de la Constitution : la correspondance de Lougheed  
et Lévesque

Texte en français et anglais.

ISBN 0-88911-833-7

1 Canada. Loi constitutionnelle de 1982 ? Lougheed, Peter. 1978.

## Table des matières





# Introduction

*J. Peter Meekison*

Le 17 avril 1982, le Prince a signé la proclamation

1954 13 17 11001 T. ...

aux interprétations divergentes du fonctionnement de la formule proposée. Il appa-



Les initiatives de 1976 furent stoppées net à l'automne par l'élection du Parti Québécois, qui prônait la souveraineté du Québec. Cet événement transforma du

se débetait le gouvernement fédéral visant à...

limité de modifications, dont l'inclusion d'une Charte des droits et d'une formule de modification. Même si les provinces avaient été prévenues de cette éventualité





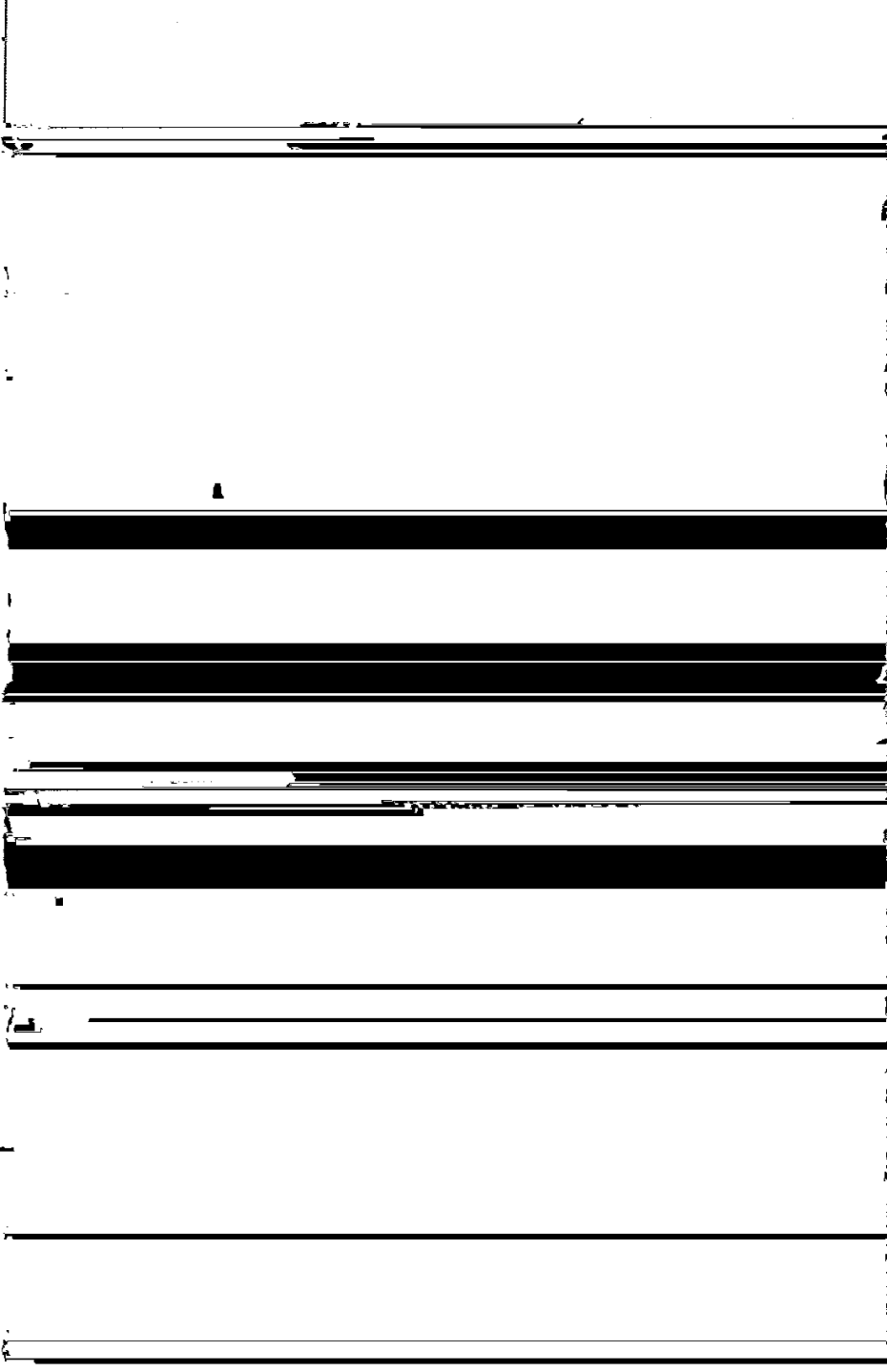
À l'ouverture de la conférence, les participants s'entendirent pour ne pas déborder du cadre des deux documents. Les autres éléments de la réforme constitution-







6. Propos du Premier ministre : Canada, Chambre des communes, *Débats*, 15 avril 1980, p. 31-37. La citation exacte se trouve à la p. 32.
7. La liste des thèmes et le calendrier fixé pour l'aboutissement des négociations figurent dans : Canada, Chambre des communes, *Débats*, 9 juin 1980, p. 1977-78.
8. Une modification devant être ratifiée par le parlement britannique fut d'abord déposée au parlement canadien au moyen d'une adresse conjointe de la Chambre des communes et du Sénat à la Couronne. Après que les deux chambres l'eurent approuvée, la résolution fut communiquée au Royaume-Uni pour approbation législative. La résolution comportait deux éléments : la *Loi sur le Canada* et la *Loi constitutionnelle*. La première est la loi approuvée par le parlement britannique, texte très court



pour tous, l'importance qu'il continuait de revêtir pour le Québec. C'est ainsi

LE PREMIER MINISTRE

DU QUARTIÈRE CENTRAL DE LA DÉFENSE

privée avec le Premier ministre fédéral à sa résidence du 24 de la promenade Sussex. Si ma mémoire est bonne, le but de la rencontre était de faire le point







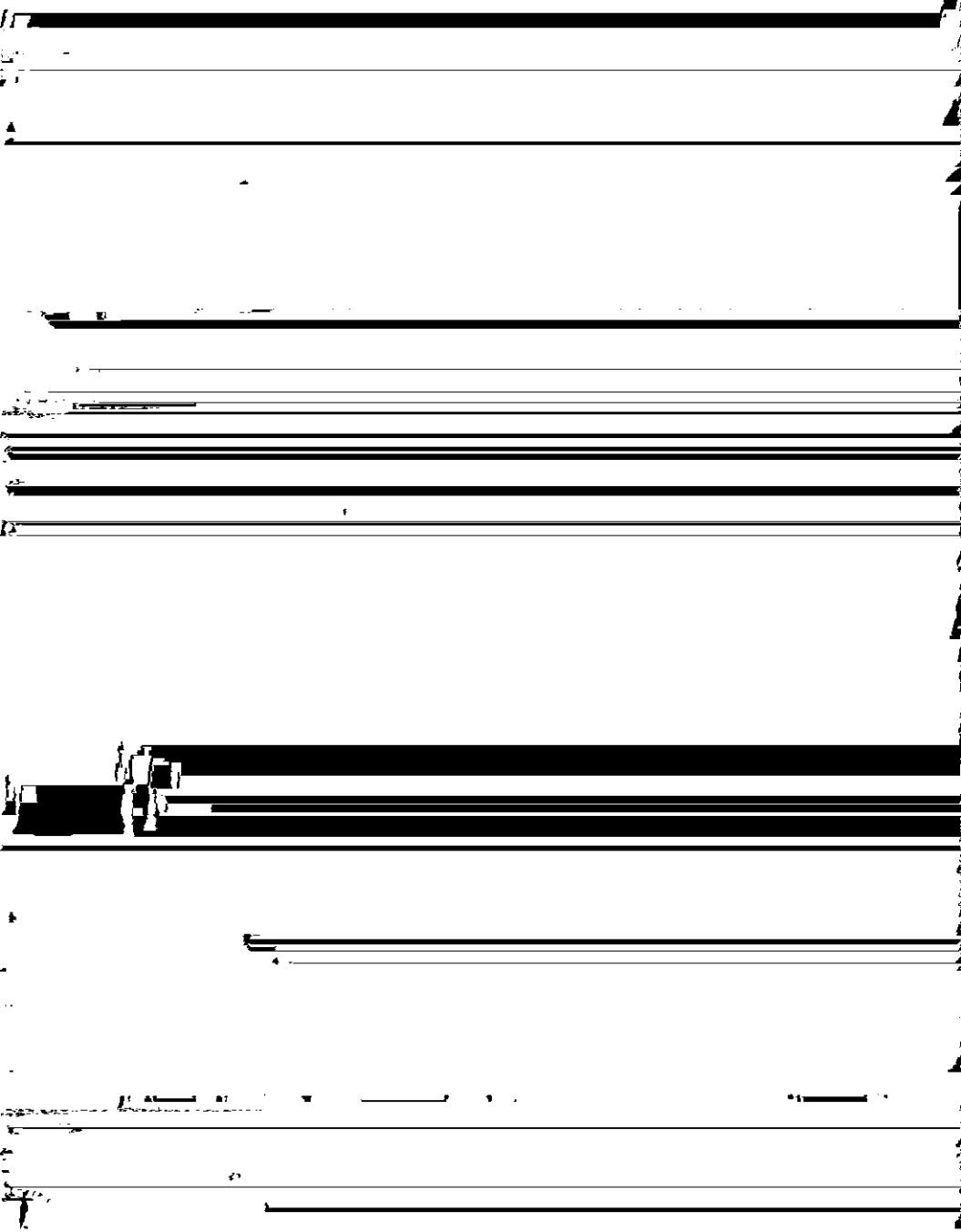


vous « nourriez vivre » avec cette formule mais que vous n'aimiez pas la

(formule de modification ou autre élément) si M. Trudeau abandonnait son

13. Tout au long des mois de mai, juin et juillet 1981, une série de conférences téléphoniques ont été tenues auxquelles ont participé les huit premiers ministres provinciaux, et, à l'occasion, des ministres ou des hauts fonctionnaires qui les représentaient. Ces échanges portaient essentiellement sur la

huit premiers ministres provinciaux se sont mis d'accord pour transmettre à M. Trudeau un message lui proposant la tenue d'une Conférence des premiers ministres sur la Constitution qui commencerait le 2 novembre à Ottawa. Nous nous sommes aussi mis d'accord sur les moyens à prendre pour tenter de forcer M. Trudeau à nous indiquer s'il avait ou non vraiment l'intention de



reportait aux droits d'administration dans le langage de la minorité polonaise



[The following text is almost entirely obscured by heavy black redaction bars.]



28. Je vous ai également parlé ce matin-là de vos objections concernant la compensation financière et la disposition relative à la mobilité de la main-d'oeuvre et je vous ai dit que l'Alberta accepterait volontiers les modifications proposées.

1. C'est un très bon exemple de ce que vous n'avez pas proposé de

LE PREMIER MINISTRE  
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

TRADUCTION LIBRE

Le 5 mai 1982



# Annexe 1

CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX

Accord constitutionnel

Projet canadien de rapatriement  
de la Constitution

Ottawa

le 16 avril 1981


ATTENDU que le Canada est un pays développé et indépendant doté d'un système fédéral de gouvernement;

ATTENDU que le Parlement du Royaume-Uni a conservé, à la demande du

2. d'inclure, comme partie intégrante de ce rapatriement, la formule de modification ci-annexée comme moyen de procéder, à l'avenir, à toute modification de la Constitution du Canada;
3. de s'engager dans des négociations intensives portant sur le renouvellement de la Constitution, pendant les trois prochaines années, en ayant recours à la

NOUVELLE-ÉCOSSE

QUÉBEC



John M. Buchanan, Premier ministre

René Lévesque, Premier ministre

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

SASKATCHEWAN



J. Angus Maclean, Premier ministre

Allan E. Blakeney, Premier ministre

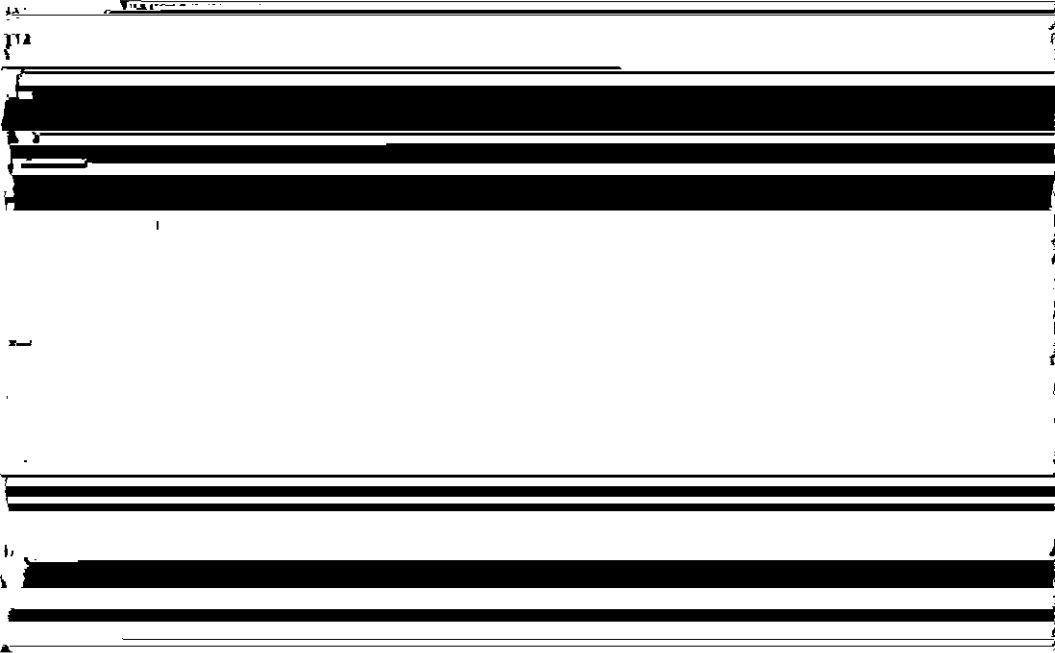
AU NOM DU GOUVERNEMENT DE:

NOUVEAU-BRUNSWICK

ONTARIO

Richard D. Hatfield, Premier ministre

William G. Davis, Premier ministre



Conférence des premiers ministres provinciaux

1982

Les onze articles de la partie A intitulée — “Procédure de modification de la Constitution du Canada” exposent en détail les modalités suivant lesquelles les



- (3) Une modification effectuée en vertu du paragraphe (1) qui diminue la compétence législative, les droits de propriété ou tout autre droit ou privilège de la Législature ou du gouvernement d'une province est sans effet dans une province dont l'Assemblée législative a exercé l'émotion

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

CONFÉRENCE DE LA FAUCONNERIE - 1950 - 1951 - 1952

2. Une loi adoptée en vertu de l'article 1 ne s'applique dans une province qu'avec le consentement de sa Législature.
3. ~~La Législature d'une province peut adopter une loi relative à une matière~~

# Annexe 2

Annexe 2

10

d'action en faveur des personnes socialement et économiquement désa-

NOUVEAU-BRUNSWICK

SASKATCHEWAN

